



Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 8 avril 2026

Cité Administrative  
49047 ANGERS Cedex 01

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ROUET Olivier**  
La Chaperonnière  
49360 SOMLOIRE

Références : 2026\_04\_02a rapport-complet ROUET Olivier

Code AIOT : 0054902186

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement ROUET Olivier implanté La Chaperonnière - 49360 SOMLOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action nationale eau 2026.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROUET Olivier
- La Chaperonnière - 49360 SOMLOIRE
- Code AIOT : 0054902186
- Régime : Autorisation
- IED : Oui.

Élevage de volailles de chair.

**Thèmes de l'inspection :** • AN26 Eau Ouvrage Agri Agro / Bref SA

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet
2	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
3	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
4	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
5	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Sans objet
6	Site de traitement spécialisé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30	Sans objet
7	Déclaration de changement d'exploitant	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R.512-68	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune anomalie sur les prescriptions contrôlées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> L'installation a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation le 13/11/2017 pour une capacité de 66 500

emplacements. Le jour du contrôle les effectifs sont de 40 000 poulets NA. La capacité de l'installation est respectée. Aucune modification n'a été apportée à l'installation depuis le dernier arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Propreté – Insectes – Rongeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.  Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> Il a été constaté un bon état d'entretiens des installations, Les abords de l'exploitation sont correctement entretenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.  Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du Code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.  Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.  Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
<b>Constats :</b> Les installations sont alimentées en eau par un forage et le réseau d'adduction public en cas de nécessité. Le local de distribution et de traitement de l'eau est situé dans le poulailler désaffecté. L'installation dispose d'un compteur volumétrique pour les relevés de consommation. Pour l'année 2025, le prélèvement est de 2 100 m <sup>3</sup> . La consommation d'eau dans les installations est limitée, les animaux sont abreuvés avec des pipettes disposant de coupelles de récupération de l'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.  En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.  Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces

ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.
<b>Constats :</b> Les relevés de consommation d'eau sont réalisés. Une vraie disconnexion est réalisée entre le réseau d'adduction public et le réseau à caractère privé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé
<b>Constats :</b> Le site comportait 3 puits ou forages lors du dernier contrôle. Un destiné à l'abreuvement des bovins allaitants soumis au règlement sanitaire départemental, un destiné aux volailles situé sur la parcelle 55. Un 3 <sup>ème</sup> puits situé sur la parcelle 7 qui n'était plus utilisé a été comblé en février 2023. Des photos justifiant le comblement ont été présentées à l'inspection. Les ouvrages sont correctement protégés conformément aux prescriptions de l'arrêté du 11/09/2003.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Site de traitement spécialisé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre I <sup>er</sup> du livre II, ou du titre I <sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement.  Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.
<b>Constats :</b> Les fumiers de volailles sont valorisés sur les terres de l'exploitation et une partie importante est exportée vers la station de compostage de la SARL GODINEAU ET FILS de ST MACAIRE DU BOIS. La production moyenne de fumier de volaille est de 360 tonnes par an. Pour l'année 2025, 203 tonnes de fumiers ont été exportées vers la plate-forme de compostage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Déclaration de changement d'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article R.512-68
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf dans le cas prévu à l'article R.516-1, lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. Ce modèle n'est pas utilisable lorsque le changement d'exploitant concerne une installation soumise au régime de la déclaration incluse dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement  Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant.  Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.
<b>Constats :</b> Vous cédez votre exploitation au 01/09/2026, le nouvel exploitant devra réaliser la demande de changement d'exploitant dans le mois suivant la reprise des installations afin de lui transférer l'arrêté d'autorisation. Cette demande est à réaliser par courrier auprès du bureau des procédures environnementales et foncières de la Préfecture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite